

Barack Obama devient le grand favori des démocrates

ÉTATS-UNIS

Avec huit victoires consécutives sur sa rivale, le sénateur de l'Illinois est bien parti pour la convention de fin août.

De notre correspondant à Washington



EN RAFLANT la mise mardi dans la « primaire du Potomac », Barack Obama a pris une option sur l'investiture du Parti démocrate pour la présidentielle en novembre. Il est désormais le favori indiscutable, devançant pour la première fois Hillary Clinton quel que soit le critère d'appréciation.

Le sénateur de l'Illinois a surclassé sa collègue de New York dans les primaires de Virginie (64 % contre 35 %), du Maryland (62 % contre 35 %) et de la capitale fédérale Washington DC (75 % contre 24 %). Cela porte à huit ses victoires consécutives depuis le Supermardi du 5 février, où les deux concurrents avaient fait jeu égal. Les analystes y voient le retour d'une « *dynamique populaire* » qui semblait avoir laissé la place aux comptes d'apothicaires. Aujourd'hui, Obama a plus de délégués en poche pour la convention fin août, il a gagné deux fois plus d'États (22 contre 13), l'empor-

te au niveau des suffrages exprimés et a plus d'argent en banque.

Les sondages réalisés à la sortie des urnes mardi montrent qu'il est en train de briser la coalition autour de l'ancienne First Lady : il a gagné des points auprès des femmes, des seniors, des Latinos et des personnes à faible revenu. Le plus inquiétant pour Hillary, c'est qu'elle n'a plus beaucoup d'occasions de renverser la tendance : le Wisconsin et Hawaï (où a grandi Obama) votent mardi prochain, mais le grand rendez-vous a lieu dans trois semaines au Texas et en Ohio. Or, trois semaines dans cette campagne, c'est une éternité. La candidate doit trouver un moyen de sortir de la spirale déclinante qui semble l'entraîner.

Le départ du numéro deux de sa campagne, Mike Henry, après celui de Patti Solis Doyle lundi, n'y suffira pas. Les partisans de Hillary soulignent qu'elle a déjà su créer la surprise en janvier dans le New Hampshire et que le mouvement de balancier entre les deux candi-

dats peut se poursuivre. Mais « beaucoup de démocrates semblent avoir surmonté les réserves qu'ils avaient sur l'éligibilité et les qualifications d'Obama », relève le *New York Times*. Le *Wall Street Journal* salue un « phénomène » qui « transcende » plus qu'il ne bat sa rivale. L'éditorialiste Peggy Noonan se demande déjà si Hillary « saura perdre avec grâce ».

« Né sans argent ni statut »

Mardi soir, tournant le dos à Washington pour lancer sa campagne au Texas, la sénatrice n'a même pas évoqué sa triple défaite. Ironisant sur les beaux parleurs, elle a répété qu'il faut à l'Amérique « un président qui sache s'y prendre pour redresser l'économie et créer une assurance-maladie universelle ». Barack Obama s'est projeté dans le face-à-face avec John McCain : affirmant « respecter le héros de guerre », il a critiqué ses propositions « liées aux échecs du passé : Bush ne sera pas sur les bul-

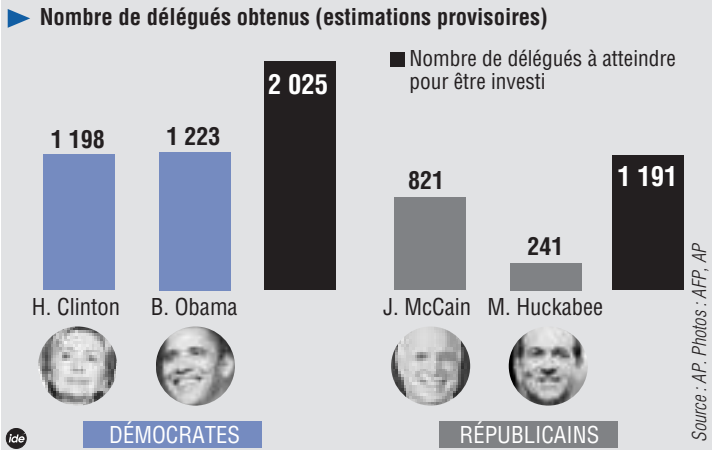
letins en novembre, mais sa guerre en Irak et sa politique fiscale y seront ».

McCain a adopté une ligne de défense qui emprunte beaucoup à Hillary Clinton : « Encourager un pays par la seule rhétorique plutôt qu'avec des idées qui ont fait leurs preuves, ce n'est pas une promesse d'espoir, c'est une platitude. » Pourtant, la rhétorique d'Obama gagne chaque jour en puissance. « Voilà la nouvelle majorité américaine, a-t-il dit mardi soir. Voilà à quoi ressemble le changement lorsqu'il part de la base. Je ne devrais pas être là : je suis né sans argent ni statut. C'est l'appel de notre campagne : réaffirmer cette croyance fondamentale – je suis le gardien de mon frère, je suis le gardien de ma sœur – qui fait de nous un seul peuple et une nation. »

Le camp Clinton continue de courtoiser assidûment les superdélégués (élus du parti libres de choisir leur camp), avec l'espoir de rester à portée de tir d'Obama jusqu'au rendez-vous du 4 mars au Texas et dans l'Ohio. De son côté, l'équipe d'Obama fait valoir aux mêmes le péril qu'il y aurait à aller contre la volonté populaire exprimée dans leur circonscription. À ce jeu, les parieurs politiques voient le sénateur de l'Illinois remporter l'investiture démocrate à 7,10 dollars contre 2,90 dollars pour Hillary.

PHILIPPE GÉLIE

Infographie :
la course aux délégués
www.lefigaro.fr/USA2008



Barack Obama devance pour la première fois, en nombre de délégués, sa rivale, Hillary Clinton. Allen Fredrickson/Reuters

Les séries TV ont devancé la réalité des primaires américaines

Des feuilletons ont déjà porté au petit écran un président noir ou féminin. De quoi influencer les électeurs...

NOUS SOMMES à la veille des élections primaires en Californie, et des menaces d'assassinat pèsent sur le sénateur démocrate David Palmer, premier présidentiable noir de l'histoire américaine. La fiction avait anticipé sur la réalité. Quand ils écrivent ces quelques lignes, dans une Amérique qui n'a pas encore connu le 11 Septembre, les créateurs de la série *24 Heures chrono* (*Twenty Four*, en VO) ne se doutent pas qu'ils tiennent le scénario du feuilleton qui allait tenir le pays en haleine en 2008 : celui des élections présidentielles. À l'heure actuelle, le sénateur démocrate de l'Illinois, Barack Obama, est le premier Noir en mesure de conquérir la Maison-Blanche. Comme son prédécesseur à l'écran, il bénéficie

d'une protection fédérale rapprochée après avoir reçu des menaces de mort.

Depuis, la série d'action désormais culte a élu son deuxième président noir et annoncé que les États-Unis auront en 2008 une femme présidente, au moins sur Fox TV, puisque l'actrice Cherry Jones incarnera ce rôle dans la septième saison. En attendant sa sortie, retardée pour cause de grève des scénaristes, une autre série, *Commander in Chief*, diffusée sur ABC, a confié cette responsabilité à Geena Davis. Dans le dernier épisode, la présidente demande à son chef de cabinet, qui est noir, de devenir son vice-président...

Les génériques ont beau asseoir que « toute ressemblance avec des personnes existant ou ayant existé serait purement fortuite », la multiplication, au poste de président de la première puissance mondiale, de personnages issus des minorités ne passe pas inaper-

çue. D'autant que celles-ci sont sous-représentées de manière chronique dans les productions hollywoodiennes. À l'époque, les producteurs de *24 Heures* ne songeaient pas à Barack Obama, qui n'avait pas encore fait parler de lui. Joel Surnow, coréalisateur de la série, est un républicain patenté qui milite pour l'intervention américaine en Irak, la guerre contre la terreur, et la réhabilitation du sénateur Joseph McCarthy. Et *24 Heures* est diffusée sur la Fox, propriété du magnat australien Rupert Murdoch, fervent partisan de George W. Bush.

« Si l'homme le plus puissant du monde était une femme ? »

C'est plutôt un autre personnage, issu des rangs républicains, qui inspire les scénaristes. « On a juste voulu représenter l'Amérique d'aujourd'hui. Colin Powell pourrait très bien être notre président », explique alors Bob Cochran, co-

réalisateur. L'ex-secrétaire d'État de George W. Bush était le premier Afro-Américain à devenir chef d'état-major des armées quand il conduisit ses troupes à la victoire face à Saddam Hussein lors de la première guerre du Golfe. En 1995, le magazine *Time*, s'appuyant sur un sondage, le plaçait meilleur candidat pour la présidentielle. L'intéressé n'en a rien fait.

Les créateurs de *Commander in Chief* ont-ils pensé à Hillary Clinton en portant à l'écran la première femme présidente des États-Unis ? « En cherchant une idée de série, on s'est demandé ce qui se passerait si l'homme le plus puissant du monde était une femme », raconte Marc Frydman, le producteur de la série. *On ne s'est pas inspiré de Hillary Clinton, mais nous avons étudié plusieurs exemples dont Margaret Thatcher, Benazir Bhutto, Angela Merkel. L'objectif n'est pas de militer en faveur d'une femme à la présiden-*

Les principales fictions

- 1998 :** « Deep Impact »
- 2001 :** « Manipulations » et « 24 Heures chrono »
- 2004 :** « Battlestar Galactica »
- 2005 :** « Commander in Chief » et « Prison Break »

ce. Juste de voir ce qui changerait dans le monde. » Le scénariste Rod Lurie n'est pas de cet avis. Ce féministe autoproclamé affirme avoir écrit *Commander in Chief* en pensant à sa fille. « Si nous ne pouvons pas envisager d'avoir des femmes à des postes de haute responsabilité, alors nous excluons 50 % de ce qui fait notre richesse », explique-t-il. Après avoir réuni jusqu'à 16 millions de téléspectateurs, la série a vu sa cote dégringoler au point qu'elle a été déprogrammée.

Ces fictions peuvent-elles créer un précédent ? Interrogée à ce sujet par Episodik*, Geena

Davis confiait : « Les gens vont s'habituer à avoir une femme présidente. Il y a eu un sondage très intéressant : ceux qui avaient regardé la série étaient 58 % plus nombreux à être d'accord pour voter pour une femme aux présidentielles. On est là pour divertir, mais les images ont vraiment un pouvoir. » En tant que « représentations culturelles collectives », comme l'écrit le sociologue Éric Macé dans *Les Imaginaires médiatiques*, les séries seraient de nature à influencer sur le réel. *24 Heures* est suivie par 14 millions de téléspectateurs outre-Atlantique, sans compter les ventes de DVD. On ne peut s'empêcher de sourire à l'idée que la très conservatrice Fox TV puisse contribuer à faire élire le démocrate Barack Obama...

VALÉRIE SAMSON

* Lire le dossier sur la politique et les séries TV, « Episodik », numéro 1, avril 2007.

Kouchner piégé à New York par la chaîne al-Arabiya

DIPLOMATIE. Interrogé par la chaîne *al-Arabiya* sur le sort d'un jeune Canadien d'origine afghane jugé par les autorités militaires américaines de Guantanamo pour le meurtre d'un GI, Bernard Kouchner a déçu la presse arabe. « Je ne fais aucune différence entre les prisonniers », a dit le chef de la diplomatie française, qui s'exprimait en anglais devant la presse aux Nations unies, avant-hier, à l'issue d'une réunion du Conseil de sécurité sur les enfants dans les conflits armés. Omar Khadr avait 11 ans quand il a été enrôlé par al-Qaïda et 15 ans lors de son arrestation en 2002. Mineur au moment des faits, il est

néanmoins jugé comme un adulte. Le ministre des Affaires étrangères a convenu que les enfants soldats sont « des victimes et des tueurs à la fois ». En revanche, l'Unicef considère Omar Khadr comme un enfant soldat, donc comme une victime, et condamne la procédure d'exception engagée à son égard.

La position de Bernard Kouchner est en décalage avec celle exprimée par le porte-parole du Quai d'Orsay, le 23 janvier : « La France adhère pleinement aux engagements de Paris définis lors de la conférence "Libérons les enfants de la guerre" coorganisée avec l'Unicef en février 2007. Nous considérons

que tout enfant associé à un conflit armé est une victime et doit être considéré comme tel. Mineur au moment des faits, M. Khadr doit donc bénéficier d'un traitement particulier. »

C'est aussi l'avis de l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter, qui s'est vu refuser le droit d'assister à la première audience du jeune accusé par les autorités américaines. Faute de ces précisions, *al-Arabiya* n'a retenu que les propos laconiques de Bernard Kouchner. « Je ne sais que ce qu'il a dit et non ce qu'il voulait dire », a commenté Talal al-Haj, le correspondant de la chaîne à l'ONU.

JEAN-LOUIS TURLIN (à New York)



Interrogé sur le sort d'un jeune Canadien à Guantanamo, Bernard Kouchner a déclaré ne faire « aucune différence entre les prisonniers ». Honda/AFP

Canberra présente ses excuses officielles aux Aborigènes

AUSTRALIE. Dans un discours historique devant le Parlement, retransmis en direct par les chaînes nationales, le premier ministre Kevin Rudd a demandé pardon aux Aborigènes pour les injustices subies pendant deux siècles, illustrant la volonté de réconciliation du gouvernement travailliste avec la communauté la plus défavorisée,

honorant ainsi ses promesses de campagne. « Pour les souffrances subies par ces "générations volées", nous demandons pardon. Aux mères et pères, frères et sœurs, pour avoir séparé des familles, nous demandons pardon », a-t-il déclaré. Les « générations volées » désignent ces dizaines de milliers d'enfants autochtones retirés de force à leurs

familles, de 1910 jusqu'aux années 1970, pour être placés dans des foyers à des fins d'assimilation. Cette repentance nationale, signe d'un véritable tournant, est allée beaucoup plus loin que le discours nuancé attendu. L'utilisation répétée du mot « pardon » revêt une signification symbolique car, en 1997, l'ex-premier ministre conser-

vateur John Howard leur avait présenté des excuses à titre personnel, mais leur avait dénié tout pardon national. La communauté aborigène compte 470 000 personnes, soit 2 % de la population totale. Marginalisés et défavorisés, les « Abos » ont actuellement une espérance de vie inférieure de 17 ans à celle des autres habitants.

Un militaire italien tué à l'est de Kaboul

AFGHANISTAN. Un soldat italien servant dans l'Isaf, la force internationale de l'Otan en Afghanistan, a été tué et un autre blessé dans une embuscade mercredi à environ 60 km à l'est de Kaboul, a annoncé mercredi le ministère italien de la Défense.

Pas d'accord de « grande coalition » au Kenya

AFRIQUE DE L'OUEST. Le camp du président Mwai Kibaki a affirmé qu'il n'y avait pas d'accord sur « une grande coalition » dans le cadre des pourparlers qui étaient toujours en cours, hier, dans un lieu tenu secret pour sortir le Kenya de la crise sanglante après les élections de fin décembre.